

Monsieur Elio Di RUPO,
Ministre-Président,
Président du Parti Socialiste.

1^{er} juin 2006

Cher Monsieur,

Par l'intermédiaire de votre conseiller, Monsieur Guillaume de WALQUE, vous nous avez fait parvenir votre réponse. Votre Ministre, Monsieur COURARD, nous a également répondu et nous vous remercions pour cet échange.

A notre grand regret nous devons constater que vous n'avez répondu à aucune de nos questions. Est-ce pour éviter un débat sur le fond du problème ? Ne pensez-vous pas qu'un tel débat est indispensable avant d'établir une législation qui va marquer durablement la condition de vie des générations futures. ?

Pour justifier votre projet vous vous basez, ainsi que Monsieur COURARD, sur des dispositions constitutionnelles et légales prises antérieurement. Vous précisez que la religion musulmane est reconnue depuis 1974, *possibilité* offerte si celle-ci répond à certains critères. Que comptez-vous faire si certains critères sont incompatibles avec nos lois ?

Le réel problème, Monsieur le Ministre-Président, se trouve sur un autre front. Il s'agit de définir si une loi est bonne « en soi », et elle le sera si elle satisfait aux critères d'éthiques (les droits fondamentaux de l'homme), d'universalité (valable pour tous) et de durée (en fonction des possibles conséquences) et pas simplement parce qu'une majorité, à un moment donné, l'a votée comme bonne.

Permettez-nous de vous rappeler que le rôle de l'homme politique est de créer, de modifier des lois et même la constitution si c'est nécessaire, pour **améliorer** le bien commun. Tous les jours vous créez et modifiez des lois. Dès lors, nous ne comprenons pas pourquoi vous vous retranchez maintenant derrière un tel argument.

D'autre part, vous précisez avoir la volonté d'encourager le développement d'un Islam « à la Belge », ce qui implique la reconnaissance de nos lois ; mais vous savez aussi que nombre de lois islamiques sont en opposition avec nos lois. Pensez-vous réellement pouvoir changer les lois islamiques appliquées par un milliard cinq cent mille musulmans de par le monde ? N'oubliez-vous pas la Loi de 1905 qui impose la séparation des pouvoirs religieux et politiques ? Pensez-vous pouvoir isoler et museler les musulmans en Belgique quand les frontières sont ouvertes et que les récepteurs satellites apportent des nouvelles fraîches du monde musulman 24h/24h. Allez-vous également fermer les boutiques musulmanes qui diffusent les textes sacrés, des CD, DVD et autres, et puis internet ? Pensez-vous vraiment pouvoir réussir alors que dans tous les pays au monde où l'Islam s'est introduit, cela a échoué ?

Vous précisez également que la reconnaissance des mosquées ne s'est pas faite parce qu'il n'y avait pas de représentation hiérarchique. Vous semblez ignorer que cette représentation hiérarchique est à la merci des groupes de pression islamiques auxquels il est impossible de se soustraire sans risquer sa vie, que cette représentation hiérarchique, si elle n'est pas dans l'orthodoxie musulmane, est de fait, dépourvue de pouvoir réel.

Votre lettre mentionne : « Cette reconnaissance implique une série d'avantages (paiement par l'Etat des traitements et des pensions des ministres du culte) (...) »
Suivant cette logique vous allez créer un acte de discrimination positive. **En effet la rémunération des religieux chrétiens s'est faite en compensation de la confiscation des biens de l'Eglise par l'Etat.** Quels biens équivalents allez-vous confisquer chez les musulmans ?

Vous insistez sur le fait que la communauté musulmane en Belgique est différente des communautés musulmanes à l'étranger et vous dites que nous ne semblons pas le percevoir.

Nous pensons que vous vous trompez, Monsieur ! Que ce soit en Belgique ou à l'étranger, les musulmans ont partout dans le monde un point commun, c'est le Coran. La violence et la conquête contre tout ce qui n'est pas musulman est donc partout incité et justifié par des textes sacrés. L'histoire nous apprend que le passage à l'acte ne dépend que du rapport de forces en présence. La mini expérience en Europe confirme cette assertion.

En juillet 2003, **pratiquement 30 ans après la reconnaissance de la religion l'Islamique (!)**, lors d'une émission : « La Pensée et les Hommes » l'on notait : « nous sommes bien loin de voir émerger un « islam belge libéral et humaniste », faisant, grâce au climat de liberté et de démocratie qui règne dans notre pays, la synthèse de la spiritualité et de la morale islamiques, avec la démocratie et le droit positif ». (*signé : Paul Danblon, Président de l'Europe, terre d'humanisme; Chemsî Cheref-Khan, Membre de l'assemblée générale de la 'Pensée et les Hommes'; Jacques Lemaire, Président de la Pensée et les Hommes*)

Ne pensez-vous pas que votre "ce sera différent en Occident" est du « wishfull thinking »?

De la même façon, nous pouvons certifier que chrétiens d'Afrique ou de n'importe où dans le monde respirent par le nouveau testament, répriment toute violence et ce, depuis plus de 2000 ans. Le fait que certains chrétiens enfreignent, ou ont enfreint cette loi, est un acte réprimandable **et jamais justifiable par les textes.**

Vous dites que « Pour le reste, le PS est conscient des risques liés à certains extrémismes ou les risques de non-respect de nos valeurs ou législations prônés par certains musulmans en Belgique (par ex. encouragement du mariage religieux avant le mariage civil) ». Si vous étiez vraiment conscient des risques, vous suivriez un autre cap, sans même compter sur l'existence du principe de précaution.

Votre Ministre de l'Intérieur, nous fait remarquer que notre argumentation ne tient pas compte du fait que les religions évoluent car elles s'inscrivent dans le contexte culturel, social et économique existant à une époque donnée et en un lieu donné. Nous ne comprenons pas cette remarque, les ¾ de notre lettre ouverte précédente n'ont fait que relater les effets de l'islamisation dans le monde. Pour la compréhension des phénomènes nous préconisons par contre de pratiquer l'anthropologie de la doctrine, qu'elle soit religieuse ou laïque.

La **pratique** religieuse (et laïque) a évolué et évoluera encore dans le futur comme un balancier, mais ce n'est pas cela qui est déterminant. Fondamentaux sont les textes des religions (de l'Islam et chrétienne) qui, eux, n'ont pas changé. C'est précisément pour cela que nous vous mettons en garde contre l'Islam **parce que ses textes contiennent**

des préceptes qui incitent et justifient la violence et que votre projet de reconnaissance et de légalisation nous effraye.

Il nous reproche également de « dénier à l'un ce que l'on a concédé à l'autre ».
C'est évident, parce que nous nous basons sur le « principe d'égalité » qui préconise de traiter les choses égales de façon égale et de traiter les différences suivant la nature de leurs différences. Si pour vous, toutes les religions sont pareilles, alors nous pensons que vous vous trompez!

Conclusions :

Monsieur le Ministre-Président, dans l'état actuel des choses nous devons constater que vos arguments n'apportent aucune réponse à nos craintes. Nous sommes, dès lors, forcé de conclure que vous poursuivez simplement une certaine idéologie qui se trouve être à la mode et qui ne tient absolument pas compte du bien commun.

C'est fort à propos que **nous souhaitons souligner les conclusions de Jacques Rifflet**, professeur de droit, de politique internationale et d'analyses des facteurs religieux et Directeur du Centre d'études des Relations européennes. (Dans : "Islam et Musulmans dans l'espace Européen : Défis de la Laïcité" 46^e année, n°52. p.77)

« Tenter d'essayer (...) de prouver que le type culturel européen peut se marier harmonieusement à celui de l'Islam est un pari fou en termes de danger. En cas d'échec, tout l'édifice européen s'écroulerait, et le tumulte des contrastes culturels alors exacerbé ébranlerait toute notre structure démocratique paisible.

Devant une telle menace, soulignent-ils, puissent nos hommes politiques de l'Union européennes ne pas suivre uniquement leurs intérêts électoralistes, économiques ou stratégiques ».

L'islamisation progressive de l'Occident entraînera son appauvrissement et le seul intérêt stratégique restant ne peut-être qu'électoraliste. Electoraliste de courte vue en plus, car dès qu'il y aura un parti musulman, les musulmans désertent le PS, ainsi que d'autres Partis sympathisants, et nous serons tous perdants.

Pensez-vous sincèrement, Monsieur le Ministre-Président, avoir le droit d'entraîner toute une population dans cette aventure ?

Nous vous demandons Monsieur le Ministre Président de servir le bien commun de tous les Belges et ne pouvons qu'espérer que nos hommes politiques prendront les mesures adéquates, au delà des discours tranquilisants, avant que nous n'ayons atteint le point de « non retour ». Nos descendants s'en souviendront.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre-Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués,

Pour EUBOCO

Le Président